



PREFECTURE DORDOGNE

Arrêté n °2014310-0012

**signé par
le sous- préfet de Nontron**

le 06 Novembre 2014

**Administration territoriale de la Dordogne
Préfecture
Sous- préfecture de Nontron**

Arrêté portant approbation de la révision de la
carte communale applicable sur la commune
de Bussière- Badil



PREFET DE LA DORDOGNE

SOUS-PREFECTURE DE NONTRON
Pôle environnement et urbanisme

Arrêté
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de Bussière-Badil

Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (loi ALUR),

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2008 approuvant la carte communale de Bussière-Badil,

VU la demande en date du 24 septembre 2010 du conseil communautaire de réviser la carte communale de Bussière-Badil,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013147-004 du 27 mai 2013 portant création de la communauté de communes du Haut Périgord issue de la fusion des communautés de communes du Périgord-vert granitique et des Villages du Haut-Périgord,

VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine en date du 24 septembre 2013 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 121-14 du Code de l'Urbanisme, indiquant que le projet de carte communale de la commune de Bussière-Badil n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 4 juillet 2012 ;

VU la désignation de Monsieur Henry-Jean Fournier, commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux ;

VU l'arrêté du Président de la Communauté de communes en date du 9 décembre 2013 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 16 janvier 2014 au 17 février 2014 inclus ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 29 août 2014 approuvant la carte communale de Bussière-Badil ;

VU les avis des services consultés,

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Nontron,

ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale de Bussière-Badil annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.124-1 à R.124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- au siège de la Communauté de communes du Haut-Périgord,
- à la mairie de Bussière-Badil,
- au service territorial du Périgord Vert (Direction Départementale des Territoires),
- à la sous-préfecture de Nontron,

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Président de la Communauté de communes du Haut Périgord.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale seront affichés en mairie et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : Le Sous-Préfet de Nontron, le Président de la Communauté de communes du Haut Périgord, le Maire de la commune de Bussière-Badil, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nontron, le 6 novembre 2014

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet de Nontron,



Hervé BOURNOVILLE

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU HAUT PERIGORDEXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mil quatorze le **Vendredi 29 Août**

Se sont réunis, en séance extraordinaire, les membres du Conseil Communautaire sous la Présidence de Monsieur Marcel RESTOIN, à BUSSIÈRE BADIL

Sur la convocation qui leur a été transmise le **Lundi 11 Août 2014**.

Présents : 23

Représentés : 5

Votants : 28

Etaient présents : P. PEYRAZAT, E. BARTEAU, B. BAZINET, L. PIALHOUX, G. BEAUZETIER, N. ANDRIEUX, A. GILARDIE, J.J. LAVALLADE, D. VEDRENNE, M.H. DEPLAS, F. BERNARD, M. AUPETIT, P. VIROULET, J.C. BESSE, P. VILLETTE, D. VIGNAL, M. RESTOIN, M. FORGENEUF, S. CALASSOU, J.C. RATHIER, J.P. GARRAUD, J.L. MASLARD, G. LE MOEL.

Etaient absents : S. MERLE, M. CHAMBON, C. MOUSNIER, B. BIOULAC, E. FORGENEUF, A. COUSSY, P. GOURINCHAT.

Madame S. MERLE a donné pouvoir à Monsieur Didier VIGNAL pour voter en son nom

Madame M. CHAMBON a donné pouvoir à P. VIROULET pour voter en son nom

Madame C. MOUSNIER a donné pouvoir à Monsieur J.J. LAVALLADE pour voter en son nom

Monsieur B. BIOULAC a donné pouvoir à Monsieur M. RESTOIN pour voter en son nom

Monsieur E. FORGENEUF a donné pouvoir à Madame M. FORGENEUF pour voter en son nom.

OBJET : APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE DE BUSSIÈRE BADIL

- Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 124-1 et suivants et R 124-1 et suivants,
- Vu** la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Périgord Vert Granitique en date du 24 Septembre 2010 décidant de lancer une procédure de révision des cartes communales d'Augignac, Busserolles, Bussière Badil, Champniers Reilhac, Saint Barthélémy de Bussière et Saint Estèphe,
- Vu** l'avis de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles du 4 Juillet 2012,
- Vu** l'arrêté du Président de la Communauté de Communes du Périgord Vert Granitique en date du 9 Décembre 2013, soumettant à enquête publique le projet de révision de la carte communale de Bussière Badil,
- Vu** les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Après avoir entendu l'exposé du Président,

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du Commissaire Enquêteur et du groupe de travail,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- **Décide** d'approuver la carte communale de la Commune de Bussière Badil, conforme aux observations faites par le Commissaire Enquêteur et à la suite qui en a été donnée lors de la réunion avec les Elus et les Personnes Publiques Associées,
- **Décide** que les décisions individuelles, relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol, régies par le Code de l'Urbanisme, seront délivrées au nom de l'Etat.

La présente délibération sera soumise à Monsieur le Préfet afin qu'il approuve par arrêté la carte communale.

Elle fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes pendant un mois ainsi qu'au siège de la Mairie de Bussière Badil.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département, dès réception de l'arrêté de Monsieur le Préfet approuvant la carte communale.

*Délibération votée à la majorité
1 abstention*

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus
Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marcel RESTOIN



Certifié exécutoire après transmission à la Sous-Préfecture et publication par voie d'affichage le 8/09/2014.
Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département.